

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Analyses

N° 577 du 17.04.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse

1-1 Silvia Cattori : Les mascarades de "paix" de Micheline Calmy-Rey.

1-2 Stephen Lendman : C'est à Israël qu'il faut s'en prendre, pas à la Libye !

1-3 Myriam Abraham: Nouvelle folie : «Jeter A La Mer».

1-4 Diego : Attentat de Jérusalem: à qui profite le crime?

1-5 Khalid Amayreh : Israël est coupable, il porte la responsabilité des récentes violences.

1-6 Javier Sethness : La crise infligée à Gaza.

2 Annexe

2-1 Daniel Lagot :Gaza, Lybie,... :ambiguïtés et détournements du droit international humanitaire

2-2 Alison Weir : Assassiner des bébés est admissible s'ils sont Palestiniens.

1 Analyse

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Silvia Cattori : Les mascarades de "paix" de Micheline Calmy-Rey.

Shimon Peres n'est pas un homme de paix

La présidente de la Confédération suisse Micheline Calmy-Rey n'a pas fait honneur à son pays en accueillant, le 28 mars 2011, à la mission suisse auprès de l'ONU à Genève, le président de l'État d'Israël Shimon Peres. Un homme si peu estimable contre lequel l'ONG suisse "Droit pour tous", a porté plainte pénale pour "*crimes de guerre et crimes contre l'humanité*" (*).

28 mars

Calmy-Rey se moque des Palestiniens victimes d'une immense injustice. La réception du représentant d'un État qui pratique sur une large échelle l'épuration ethnique, le vol de la terre arabe, les massacres d'innocents, et qui emprisonne et persécute la population exsangue de Gaza, est une offense pour tous ces gens soumis aux atrocités de l'occupation militaire israélienne. Prétendre, comme elle l'a annoncé, vouloir parler de cette mascarade appelée "*processus de paix*", avec le représentant d'un État criminel qui s'est toujours servi des pourparlers "*de paix*" comme couverture pour continuer la guerre et mettre les Palestiniens devant des faits accomplis - autrement dit, l'irréversible - est une sinistre comédie.

Par ailleurs, saisir, comme Calmy-Rey le fait, toute rencontre officielle pour promouvoir cette coûteuse farce qu'est l'"*Initiative de Genève*" [1] - fondée sur la perspective de "*deux États*" - qu'elle aurait dû avoir le courage d'enterrer, est de l'aveuglement. Ziyad Clot [2], qui a participé aux pourparlers qui devaient aboutir à la création de l'État palestinien en 2008, considère cette initiative sans intérêt. [3]

Silvia Cattori : *Pas une ligne n'est consacrée à l'"Initiative de Genève" dans votre excellent ouvrage "Il n'y aura pas d'État palestinien". Votre silence à ce sujet est-il parlant ?*

Ziyad Clot : Personnellement, j'ai toujours pensé que l'"*Initiative de Genève*" était dangereuse car elle implique des renoncements graves sur les droits des réfugiés palestiniens et, notamment, sur le droit au retour. Cette question reste au cœur de l'expérience et de l'identité palestinienne. Le caractère juste et équitable d'un éventuel accord de paix - auquel je ne crois pas -, la capacité à le mettre en œuvre, seront largement jugés à la lumière de la manière dont le problème des réfugiés aura été traité.

L'"*Initiative de Genève*" - au delà de toutes les réserves - a été condamnée par beaucoup de Palestiniens ; notamment par toutes les organisations de réfugiés parce qu'elles estimaient que cette initiative passait à côté de ce qui est au cœur de la question palestinienne.

Sur le terrain, il s'agit aussi de prendre conscience que la situation dans les territoires occupés palestiniens s'est radicalement transformée depuis les accords d'Oslo (1993) en raison de l'accélération de la colonisation israélienne. J'ai bien peur que ce processus ne soit irréversible. Pour construire un État, il faut un territoire. Or celui-ci est en voie de disparition avec la présence de plus de 500'000 colons Israéliens en Cisjordanie, incluant Jérusalem-Est. Il faut aussi une continuité géographique. Or, le gouvernement israélien s'oppose violemment à toutes les tentatives de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, condamnant ainsi tout rapprochement entre la Cisjordanie et la bande de Gaza.

L'affaiblissement et les divisions du leadership politique palestinien sont en définitive la deuxième entrave à la constitution de l'État palestinien. Le chaos politique qui subsiste côté palestinien empêche encore d'exercer une pression suffisante sur Israël afin d'être en mesure d'obtenir ce à quoi les Palestiniens ont droit. Penser que les États-Unis, suivis des Européens, vont changer de position et peser suffisamment sur Israël pour qu'il accepte de se retirer des territoires occupés y compris Jérusalem Est, représente à mon avis un immense défi ; aujourd'hui on ne voit pas comment cela pourrait arriver puisque même Barak Obama, considéré comme le président États-Unis le plus à même d'apporter une solution à la question palestinienne, n'arrive même pas s'opposer franchement à la poursuite de la colonisation israélienne.

Je crois que l'"*Initiative de Genève*", et avec elle la solution des "*deux États*", ne sont plus d'actualité. Je pense que l'on est bien au delà du stade où la solution des deux États était encore envisageable. Je me demande même si elle a jamais été possible. Ce qui est certain c'est que les Palestiniens sont aujourd'hui bien loin du compte.

Les raisons pour lesquelles le processus de paix survit encore sont essentiellement politiques. Elles tiennent au fait que, du côté occidental, on ne veut pas voir la réalité en face et que, au niveau des directions des différents acteurs de ce conflit, notamment Israël, l'OLP et le Hamas en Palestine, et les États-Unis, on ne veut absolument pas considérer une alternative à la création d'un État palestinien. Parce que l'on sait très bien que, s'il n'y a pas de création d'un État palestinien, la seule option qui reste sur la table - au delà du statu quo ou à moins d'une expulsion des Palestiniens que l'on ne peut exclure - c'est la solution de l'État unique, un État binational qui serait synonyme de la fin de l'État d'Israël en tant que réalisation du projet sioniste.

Si on se replonge dans les modalités du plan de partition de 1947, on voit très bien que la solution des "*deux États*" n'a jamais été une solution de séparation complète : Jérusalem devait avoir le statut de ville internationale et on envisageait une union douanière entre l'État juif et l'État arabe. C'est la preuve que les experts n'ont jamais cru à une totale partition viable en termes à la fois économiques, sociologiques ou politiques.

Le constat auquel j'arrive est qu'il y a déjà un État unique, totalement bancal, dans lequel vivent des communautés israéliennes et des communautés palestiniennes. Côté palestinien, à Gaza, en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est ou en Galilée on voit - et on vit - des réalités très différentes qui me font dire que tous les Palestiniens n'ont pas forcément les mêmes aspirations et les mêmes expériences. Je crois qu'on pourrait aussi appliquer dans une certaine mesure cette analyse-là à Israël, notamment à la division entre les laïcs et les religieux ; toutes ces personnes sont obligées de vivre ensemble. L'État unique nous l'avons déjà sous nos yeux avec toutes ces communautés totalement imbriquées les unes aux autres.

Silvia Cattori

(*) L'ONG suisse "*Droit pour tous*", a porté plainte contre Shimon Peres auprès du procureur général de Genève pour "*crimes de guerre et crimes contre l'humanité*" le jour où Micheline Calmy-Rey le rencontrait.

Voir aussi : "*Le criminel de guerre Shimon Peres reçu sous les huées à Oxford*", par le PACBI, *info-palestine.net*, 20 novembre 2008.

[1] Le 12 octobre 2003, après deux années de négociations "*secrètes*", le "*projet d'accord définitif*" préparé sous l'impulsion de M. Alexis Keller (projet nommé "*Initiative de Genève*") a été "*finalisé*", en présence de nombreux invités palestiniens et israéliens - par le DFAE- dans un Palace jordanien, sur la mer morte.

Voir le site Web officiel de l'Initiative de Genève (<http://www.geneva-agreement.org>) où on peut trouver le texte de l'Accord (<http://www.geneva-agreement.org/mainmenu/english>), des cartes des territoires palestiniens selon l'initiative de Genève (<http://www.geneva-agreement.org/mainmenu/static-maps/>) et les activités et dernières nouvelles des deux délégations

israélienne et palestinienne de l'Initiative de Genève.

L'initiative de Genève est appelée en anglais "Geneva agreement".

<http://www.silviacattori.net/article1564.html>

1-2 Stephen Lendman : C'est à Israël qu'il faut s'en prendre, pas à la Libye !

Le 9 avril 1986 Ronald Reagan a appelé Muammar el Kadhafi le "chien enragé du Moyen-Orient". Aujourd'hui, après la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, une guerre fait rage dans le but de le renverser.

Gaza sous les bombardements israéliens. Curieusement, quand il est question des Palestiniens, les puissances occidentales ne parlent jamais de "protéger les civils" ou de "no-fly zone"...

Cela fait des dizaines d'années qu'il dirige en despote, punissant ses ennemis, récompensant ses amis. Ses jours sont sans doute comptés désormais. Washington ne renoncera pas à le faire partir, peu importe le nombre de morts que cela prendra pour atteindre cet objectif.

Il y a cependant un danger bien plus grand qui menace la région, à savoir la machine de guerre israélienne basée à Jérusalem. En dehors du fait que ce pays occupe illégalement la Palestine, qu'il brutalise les Palestiniens, qu'il persécute les Arabes israéliens, qu'il menace et attaque ses voisins, il est depuis toujours déterminé à diviser la région pour la contrôler.

De fait, son projet cauchemardesque consiste à découper les nations arabes en de petits états -les balkaniser en somme, suivant des critères ethniques et sectaires pour en faire des satellites d'Israël, des satrapes faciles à contrôler. L'idée vient du système des Millets de l'empire ottoman par lequel les autorités locales gouvernaient séparément chaque communauté religieuse avec son identité ethnique donnée.

La conquête du Golan par Israël en 1967 suivait ce plan. Les invasions du Liban de 1978 et 1982 faisaient aussi partie du projet d'affaiblir, de fragmenter, de diviser et de reconfigurer les états de la région sous le contrôle israélien en les attaquant de manière préventive.

Hélas, au lieu de sanctionner Israël, d'exiger qu'il mette fin au siège de Gaza et d'imposer une zone d'exclusion aérienne pour empêcher ses attaques aériennes régulières et ses attaques au sol, Washington, le trésorier et partenaire d'Israël, le fournit généreusement en armes et en fonds, se mettant de ce fait au service de sa machine de guerre sans foi ni loi.

Ce qui fait qu'Israël est devenu une sorte de Sparte moderne ; Le pays est capable de mobiliser plus de 600 000 combattants en 72 heures, il est équipé d'armes nucléaires et autres armes de pointe et il bénéficie du soutien inconditionnel de l'occident quoiqu'il fasse. De plus, pour atteindre son but, il n'hésite pas à endoctriner les jeunes israéliens pour en faire des guerriers dans un processus qui prépare les mineurs à leur future service militaire obligatoire.

On leur enseigne que la force et la guerre sont les meilleurs moyens de résoudre les problèmes politiques. Cela leur est martelé tout au long de leur éducation, y compris par des soldats en uniforme dans les salles de classe. De plus, les enseignants, et surtout les directeurs, sont des officiers de l'armée à la retraite et sur les murs de l'école, les noms et des photos des héros tombés au combat se mêlent aux noms des diplômés. Qui plus est, des sorties scolaires sont organisées sur les anciens champs de bataille ou dans les mémoriaux, à tous les âges.

Les programmes et les livres de classe reflètent aussi le militarisme ambiant ; du jardin d'enfants jusqu'au lycée, dans toutes les écoles publiques, les enfants suivent des cours obligatoires appelés "préparation à l'IDF" (Forces de défense israéliennes). Ces cours comprennent de l'entraînement physique ainsi que la glorification des héros et des conquêtes militaires, en même temps qu'ils vilipendent les Arabes et incitent les enfants à les haïr.

Ils apprennent tout cela dès leur plus jeune âge et cette empreinte indélébile les prépare à devenir des conscrits, à se battre puis à passer tout le reste de leur vie à soutenir l'armée. De fait, en élevant des enfants dans une atmosphère de violence et d'hostilité, on les conditionne à faire la guerre contre tous ceux qu'on leur désigne comme des ennemis que cela soit vrai ou non.

En conséquence les Palestiniens souffrent horriblement sous le joug d'une armée d'occupation impitoyable qui se livre à des violences journalières telles que assassinats ciblés, arrestations de masse, vol des terres, transferts de population, torture, qui paupérise et prive de travail les populations et qui viole leurs droits élémentaires et leurs droits humains, surtout à Gaza assiégé où le peuple est victime d'un génocide au ralenti à force de manquer de tout.

De plus Israël ne cesse de faire des incursions à Gaza et d'attaquer les Palestiniens en toute impunité. Les USA n'expriment pas la moindre critique à son égard et encore moins de condamnation ; Ils n'appellent pas non à des sanctions, à l'isolement, ni à une zone d'exclusion aérienne pour empêcher de nouveaux assauts aériens ou terrestres contre Gaza.

Et donc, rien que pendant la période du 10 au 16 mars, les frappes aériennes israéliennes ont tué deux travailleurs palestiniens, en ont blessé deux autres et ont détruit trois bâtiments civils. D'autres Gazaouis, des fermiers, des pêcheurs et des civils ont aussi été pris pour cible.

De plus les Israéliens ont attaqué les manifestations pacifiques de Cisjordanie aux gaz lacrymogènes et on tiré des balles en caoutchouc. Ils ont arrêté deux militants internationaux des droits de l'homme et ont fait 47 incursions différentes dans des communautés palestiniennes qui se sont soldées par 66 arrestations dont six enfants.

Le 17 mars, avec l'accord du gouvernement, les colons se sont déchaînés contre les Palestiniens au cours d'une "journée de la colère" en représailles du meurtre récent d'une famille de colons, bien qu'il n'y ait aucune preuve que des Palestiniens aient commis ce crime.

Les colons ont attaqué des Palestiniens à coup de pierres et de cocktails Molotov et ont lancé une bombe incendiaire sur une maison. De plus, quatre voitures et un tracteur ont été brûlés et sept autres véhicules endommagés. Ils ont blessé d'autres personnes et des colons armés et des soldats israéliens ont arraché des centaines d'oliviers près de Bethléem.

Le 14 mars un Palestinien a été tué d'un coup de couteau, un magasin a été incendié et des voitures ont été détruites à coup de pierres près de Hébron. Le 20 mars une petite fillette de onze ans a été écrasée en allant à l'école.

De plus Israël a annoncé la construction de 500 nouvelles maisons dans les colonies et intensifié la destruction de maisons palestiniennes suite aux meurtres, en dépit du fait que rien ne prouve qu'ils aient été perpétrés par des Palestiniens.

Le 21 mars, lors d'attaques aériennes les Israéliens ont bombardé des sites civils de Gaza, blessant 15 civils y compris deux femmes et deux enfants. Des douzaines de maisons, sept magasins, plusieurs voitures, un bâtiment municipal, un atelier métallique et une station de recyclage du plastique ont été partiellement ou totalement endommagés.

Le 22 mars, d'autres attaques ont fait quatre morts dont deux enfants, et onze blessés dont 8 enfants (trois d'entre eux gravement). Des membres des brigades el Quds ont aussi été pris pour cible près de la mosquée de Abdul Aziz al-Rantisi à l'est de Gaza, et quatre personnes ont été tuées.

Le 24 mars, des avions de guerre israéliens ont mené deux autres attaques ; ils ont pris pour cible une centre d'entraînement de la ville de Rafah et l'ont fortement endommagé, sans faire de morts ni de blessés. De plus, selon l'agence de presse SAFA, des attaques aériennes ont touché un tunnel à l'est de la porte Salah Al-Din de Rafah. Quatre missiles ont été tirés sur un site militaire du Hamas au sud de la ville de Gaza et des attaques israéliennes ont détruits les câbles d'alimentation électrique dans plusieurs quartiers.

La radio israélienne a affirmé que Gaza avait envoyé des roquettes et des bombes à mortier et qu'ils n'avaient fait que répliquer. Le Jihad Islamique a revendiqué ces attaques en disant qu'il avait agi "en représailles contre les attaques incessantes d'Israël". Le Hamas a déclaré qu'il s'engageait à respecter le cessez le feu à condition qu'Israël cesse d'attaquer Gaza. Sinon il considérerait qu'il avait le droit de se défendre.

Selon le *International Middle East Media Center*, (centre médiatique du Moyen Orient) :

"Les politiciens israéliens seraient en train de réfléchir à une escalade supplémentaire qui pourrait être un second "Cast lead". Etant donné la guerre de Washington en Libye qui s'ajoute à celles d'Irak, d'Afghanistan et du Pakistan et les nombreux soulèvements arabes, une offensive israélienne semble peu probable. Mais elle se produira peut-être plus tard, à un moment plus opportun.

Doit-on s'attendre à d'autres guerres ?

Le plus souvent Israël profite de provocations réelles ou fabriquées pour donner libre cours à sa violence ou déclarer la guerre. En fait, l'attentat du 23 mars à Jérusalem aurait pu être utilisé de la sorte si une attaque d'envergure avait été à l'ordre du jour. L'incident à l'arrêt de bus bondé a tué une personne et en a blessé une trentaine, dont trois gravement. Selon Haaretz il s'agissait probablement d'un engin explosif "caché dans un sac près du téléphone". Le 24 mars, Ma'an News a dit que la police israélienne resterait "en état d'alerte maximum" suite à cette attaque. Un officiel anonyme a déclaré que "les autorités savaient qui était derrière" l'attentat : les suspects habituels sans aucun doute.

Cela fait bientôt 44 ans que des incidents similaires et d'intenses conflits sporadiques jalonnent la vie quotidienne de la Palestine occupée. Cela témoigne de la brutalité et de la violence israéliennes, mais au lieu de les condamner et d'exiger qu'il y soit mis fin, Washington les récompense généreusement tout en attaquant lui-même à des fins impérialistes tous ceux qui lui en donnent l'occasion comme Kadhafi.

Ce sont toujours les civils innocents qui souffrent le plus, surtout les femmes et les enfants qui sont les principales victimes de la guerre et de la violence ; ce sont des victimes ignorées, qui n'ont pas de valeur et qui n'intéressent personne et que les médias dominants, qui soutiennent les massacres et les destructions impérialistes, ne mentionnent jamais.

Tout ceci fait que des milliers de Palestiniens sont prêts à lancer une troisième Intifada, galvanisés par les autres soulèvements pour un changement démocratique dans la région. Au début de mars, une nouvelle page de Facebook a été créée pour la promouvoir avec comme slogan : " La Palestine sera libérée et nous la libérerons."

En quelques jours, la page a enregistré 140 000 "j'aime" avec un million comme but, et le rythme se maintient et en attend encore beaucoup d'autres - c'est une vague de fond qui aura raison de l'occupation et qui apportera à ce peuple opprimé la fin de l'occupation et le changement démocratique qui lui ont si longtemps été refusés. Le changement viendra parce qu'il est le fruit de l'énergie populaire, mais ce ne sera pas facile ni rapide et les Palestiniens auront à supporter encore beaucoup de souffrances.

Un dernier commentaire

Depuis le 22 mars, les Palestiniens ont deux raisons supplémentaires d'agir car la Knesset a passé deux lois discriminatoires. La première s'appelle la loi sur l'acceptation dans les communautés et elle autorise les petites communautés juives de Galilée et du Negev à avoir des comités d'admission racistes qui excluent les résidents arabes ou les personnes indésirables pour d'autres raisons des communautés qui vivent sur des terres confisquées aux Palestiniens.

L'association pour les droits civils en Israël (ACRI) a dit que le vote de cette loi "inscrirait la discrimination et l'apartheid dans la loi israélienne" grâce à des critères vagues comme la nécessité de "correspondre au style de vie de la communauté" ou de "correspondre au tissu social" ce qui signifie en clair qu'on n'acceptera pas les Arabes ; et peut-être pas non plus les pères ou mères célibataires, les handicapés, les couples du même sexe, les juifs d'origine orientale bref toute personne que l'on considérera comme indésirable.

On appelle l'autre loi, la Loi de la Nakba bien que son nom officiel soit la Loi des Principes Budgétaires (amendement 39) : la réduction des subventions budgétaires aux activités contraires aux valeurs de l'état, qui permet au ministre des finances d'infliger des amendes aux municipalités et aux institutions publiques passibles de :

soutenir publiquement des organisations commémorant la Nakba, le jour de l'indépendance d'Israël ;

s'opposer au terme "état juif démocratique" ou

manquer de respect aux symboles de l'état.

Selon ACRI "cette loi limite dangereusement la liberté d'expression, la liberté de l'expression artistique et la liberté de manifester qui sont des droits élémentaires essentiels à l'existence même de la démocratie."

Il est clair qu'Israël n'est pas une démocratie et n'en a jamais été une, puisque seuls les Juifs y ont des droits et d'ailleurs de moins en moins, sauf pour les plus privilégiés comme aux USA. La plupart des gens sont plus que jamais livrés à leurs propres ressources. Les médias des deux pays minimisent cet état de fait, quand ils en parlent.

Stephen Lendman - DissidentVoice

* Stephen Lendman habite à Chicago. On peut le contacter à lendmanstephen@sbcglobal.net et sur [sjlendman.blogspot.com]. Il anime des émissions d'avant garde sur *the Progressive Radio News Hour* sur *the Progressive Radio Network*.

30 mars

25 mars 2011 - Dissident Voice - Pour consulter l'original :

<http://dissidentvoice.org/2011/03/t...>

Traduction : Dominique Muselet

<http://alqods-palestine.blogspot.com/>

1-3 Myriam Abraham: Nouvelle folie : «Jeter A La Mer».

Construire une île artificielle au large de Gaza pour se débarrasser des Gazaouites dernière invention des israéliens dont le nouveau tortionnaire en chef du Shin Bet porte kippa. Gros dilemme : va-t-il «travailler» ou non le Shabbat et les milliers de Palestiniens détenus sans jugement dont des femmes et des enfants auront-ils droit à un «jour de repos» - 7ème ou pas - sans torture ?

Après les tourniquets à bestiaux pour harasser les Palestiniens dans leurs déplacements, le Mur pour les ghettoïser et ce ghettoïser en même temps, les tunnels et routes d'Apartheid qui découpent la Cisjordanie en bandoustans, des Juifs sionistes fascistes « inventifs » ont imaginé un plan de création d'une île artificielle au large de Gaza équipée d'un port et d'un aéroport .

C'est le ministre des Transports, Yaakov Katz, à l'origine de cette initiative qui vient de l'annoncer.

"Ce projet vise à une coupure totale avec la bande de Gaza, alors qu'aujourd'hui Israël continue à être responsable des échanges de cette région car nous n'avons pas permis la création d'un port et d'un aéroport", a-t-il dit à la radio militaire. L'aéroport de Gaza, construit près de Rafah financé par les pays de l'UE inauguré en 1998 mais violemment bombardé par l'armée israélienne en 2001 avec pour objectif de le détruire est hors d'usage.

"J'ai cherché une solution qui permette de rompre toute relation avec Gaza - Israël occupe toujours Gaza selon le Droit international puisqu'il est maître de son espace aérien de ses frontières terrestres et maritimes - tout en conservant notre maîtrise de la sécurité en mer grâce au blocus, qui est critique pour empêcher un trafic d'armes ; Une force internationale contrôlerait l'île qui pourrait être construite à 4,5 km des côtes de Gaza".

"L'Autorité palestinienne pourrait être partenaire de ce projet" - sous entendu ce projet pourrait ainsi bénéficier de subventions européennes voire américaines - a ajouté Katz qui a précisé que le Premier ministre Benjamin Netanyahu lui avait demandé de préparer un plan qui recevra par la suite son feu vert.

Katz a estimé que ce plan pourrait permettre à Israël de lancer une initiative diplomatique afin d'obtenir un soutien international et débloquent le processus politique sur la question clé de la bande de Gaza sans passer par le Hamas.

Selon la deuxième chaîne de télévision privée israélienne qui a relayé cette idée de création d'île au large de Gaza, cette île artificielle s'étendrait sur 4 km de long et 2 km de large. Elle pourrait accueillir outre un aéroport, un port, une zone touristique, une marina, des hôtels et une unité de dessalement d'eau de mer. Elle serait reliée à la terre ferme de la Bande de Gaza par un pont de 4 km. Son coût est estimé à 5 à 10 milliards de dollars selon les options choisies, tandis que les travaux devraient durer de 6 à 10 ans, a ajouté la télévision.

Les Juifs fascistes israéliens qui avaient un temps songer lors de l'une de leurs guerres contre les Gazaouites à les pousser à fuir dans le Désert du Sinaï au risque de mécontenter l'Égypte ce qu'ils ne veulent pas tant le soutien de l'Égypte avec ou sans Moubarak est vital pour la survie du régime sioniste ont donc décidé cette fois de « jeter à la mer » les Palestiniens de Gaza.

Le nouveau patron du Shin Bet, Yoram Cohen, l'officine juive sioniste spécialisée dans la torture haut de gamme des Palestiniens, qui porte kippa comme de plus en plus de hauts responsables israéliens que ce soit dans l'armée les ministères et leurs satellites va-t-il ou non «travailler» le Shabbat ?

Inutile de se poser la question de savoir si sa « conscience juive » le « travaille » à propos de sa principale fonction : orchestrer la torture des Palestiniens de tous âges et sans distinction de sexe puisqu'en ayant accepté ce poste de directeur du Shin Bet la réponse est d'office NON.

Par contre sa principale préoccupation sera de concilier ses obligations professionnelles avec ses obligations religieuses.

Dur dilemme!

Les Palestiniens vont-ils avoir droit à "un jour de repos" échappant ainsi pendant 24h à la torture du Shin Bet? Nulle doute que le Parrain de la Mafia Juive Religieuse Sioniste Séfarade, Ovdia Yossef, saura le conseiller grâce à sa "profonde connaissance de la Loi Juive", sur ce sujet « épineux » du respect du Shabbat lorsqu'il s'agit de torturer des Goyim qui plus est Arabes.

Mercredi 30 Mars 2011

http://www.planetenonviolence.org/Nouvelle-Folie-Des-Juifs-Fascistes-Du-Regime-Sioniste-Jeter-A-La-Mer-Les-Palestiniens-de-Gaza_a2401.html

1-4 Diego : Attentat de Jérusalem : à qui profite le crime?

Vers un "Plomb Durci 2" ?

L'attentat à l'explosif commis aujourd'hui dans un bus à Jérusalem relance le conflit israélo-palestinien dans une période déjà riche en événement sur la scène internationale.

Alors que tout porte à croire que des « terroristes » palestiniens seraient à l'origine de cette opération, il convient de prendre du recul et de s'interroger sur les bénéficiaires politiques de cet attentat.

En effet, Israël voit d'un très mauvais œil l'arrivée d'un nouveau gouvernement en Egypte qui lui est beaucoup moins favorable que le précédent, et qui, plus important, prétend assouplir le blocus de Gaza en facilitant l'accès des hommes et des marchandises, notamment des matériaux de reconstruction, par le passage de Rafah vers la bande de Gaza.

Cette politique va à l'encontre des projets génocidaires israéliens qui visent à affamer et exterminer à terme les palestiniens de Gaza pour récupérer ce bout de territoire qui s'inscrit dans les frontières du Grand Israël.

Plus grave encore pour les israéliens, le rapprochement entre le Hamas et le Fatah qui pourraient bientôt se retrouver dans un gouvernement d'union nationale. Pour Israël, il serait catastrophique de se retrouver face à un bloc soudé et une révolte populaire à l'égyptienne. Le 17 mars sur CNN, Netanyahu a publiquement dénoncé ce rapprochement et en faisant référence au Hamas a demandé au journaliste américain: "Pouvez-vous imaginer un accord de paix avec Al-Qaida ?"

Pour les israéliens, il y a urgence à agir pour briser cet élan, d'autant plus que Abbas, en réponse aux manifestations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui réclament l'unité des palestiniens, a promis des élections prochainement en Palestine.

Les premières réactions officielles israéliennes à l'attentat de Jérusalem vont d'ailleurs dans le sens d'une intervention militaire: Netanyahu, premier ministre: « Israël se défendra avec une volonté de fer»

Silvan Shalom, vice-premier ministre :

"La période de retenue est finie »

"J'espère qu'il y aura pas d'autre opération Plomb Durci, mais s'il n'y a pas d'autre choix, nous lancerons une autre opération."

Ehoud Barak, ministre de la défense : « le Hamas est responsable de l'escalade, il en paiera le prix» « Israël ne tolérera pas d'attaques contre la population civile, que ce soit dans le sud ou à Jérusalem."

Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères (qui vient en visite en France): "Israël attend de la France un soutien aux actions de l'armée israélienne menées contre les attaques de missiles de la bande de Gaza vers les localités en Israël"

Tsipi Livni, chef de l'opposition:

« il faut une sérieuse offensive contre le Hamas »

« l'Etat d'Israël ne doit apparaître comme faible face à ses ennemis"

« Nous devons maintenir notre force de dissuasion »

Miri Reguev, députée : « il faut une opération Plomb durci 2 »

Par ailleurs, la période actuelle est parfaite pour une telle opération :

- La situation internationale et l'attention du monde braquée sur le Japon et la Lybie, ce qui, compte tenu du rapport de force défavorable entre les gazaouis et l'armée israélienne, permettraient aux colons de procéder à une opération «Plomb Durci 2» sous-médiatisée.

- L'état de préparation psychologique des esprits occidentaux soumis en Europe, comme aux USA, à une campagne internationale de dénigrement des musulmans et qui sont donc préparés à accepter de nouvelles agressions contre des populations arabo-musulmanes, au nom de la défense de la "seule démocratie de la région", menacée par "les terroristes du Hamas".

Pour toutes ces raisons, il m'apparaît fort probable que cet attentat soit une opération false-flag du Mossad et qu'elle soit le prélude à davantage de provocations de Tshal (bombardements, chars, mortiers, tirs par erreur sur civils etc...) pour faire réagir les résistants palestiniens et déclencher le conflit.

Diego

Jeudi 24 Mars 2011

http://www.alterinfo.net/Attentat-de-Jerusalem-a-qui-profite-le-crime_a56655.html

1-5 Khalid Amayreh : Israël est coupable, il porte la responsabilité des récentes violences.

En bref, Israël ne sera jamais en sécurité aussi longtemps que son occupation digne des nazis se poursuivra. Ceci est une réalité de la vie dont tous les sionistes et leurs alliés doivent être convaincus.

Depuis son attaque génocidaire contre la bande de Gaza il y a plus de deux ans, Israël a eu toute une période avec les mains libres sur le peuple palestinien, en particulier dans la bande de Gaza. Et à chaque fois que les Palestiniens ont voulu se défendre eux-mêmes, les dirigeants israéliens sont devenus totalement enragés, menaçant de lâcher leur énorme machine de guerre sur la population palestinienne non protégée.

Le mardi 22 mars, Israël a tiré des obus d'artillerie sur des quartiers civils palestiniens à l'est de Gaza, tuant huit personnes, dont deux enfants qui jouaient au football devant chez eux.

Certaines des autres victimes se rendaient simplement à la mosquée voisine à Shujaiya pour prier, avant qu'un obus d'artillerie israélien n'abrège leur courte vie.

Inutile de le dire, ces deux enfants viennent s'ajouter à une longue liste d'enfants qui ont été assassinés, sciemment et délibérément, par l'armée de cet État qui n'hésite pas à pérorer sur le sacré de la vie humaine, à chaque fois qu'on fait du mal à un colon terroriste juif en Cisjordanie.

Israël n'a pas changé ; Israël ne changera pas, il sera toujours un État assassin, terroriste, décidé à tuer du Palestinien et à tout faire pour liquider l'existence nationale palestinienne.

Ce processus qui fait penser aux nazis n'a pas commencé d'hier, ni du mois dernier, ni de l'année dernière. Il a commencé dès que ce régime du mal est entré dans l'existence, il y a plus de soixante ans, et il se poursuit depuis, sans aucune retenue. Le peuple palestinien, à Gaza ou ailleurs, a le droit de vivre dans la paix et la sécurité, protégé de ce spectre criminel de la machine à tuer israélienne. Et pourtant, l'application de ce droit est toujours restée à l'état de rêve, un rêve lointain, pour la plupart des Palestiniens.

La raison en est simple. Israël, État raciste dont l'existence même s'est fondée sur le nettoyage ethnique et le vol d'une terre, Israël veut voler le plus possible de terres palestiniennes pour étendre le plus possible les colonies juives.

Selon la logique sioniste, les Palestiniens ne doivent jamais résister à la dépossession complète de leur patrie ancestrale par des voleurs de terres venant de l'Europe de l'Est, sinon, sinon il faut les faire abattre et mutiler par la machine à tuer sioniste, alimentée par l'Amérique.

De cette logique il faut se débarrasser, il faut la rejeter. Le peuple palestinien a le droit d'être libéré du terrorisme sioniste ; et si les Palestiniens ne peuvent être en sécurité à Gaza, Naplouse et Jérusalem, alors il est inévitable que les Israéliens, eux, ne seront pas en sécurité dans les villes juives.

Ce ne sont jamais les Palestiniens qui commencent la violence et les effusions de sang. Ceux qui déclenchent la violence et les effusions de sang, ce sont les voyous khazars racistes qui viennent d'Europe de l'Est pour semer la terreur et les bains de sang, et usurper une terre qui ne leur appartient pas ; une terre qu'ils veulent accaparer en se fondant sur une lubie et une mythologie religieuses particulièrement fallacieuses.

L'explosion à Jérusalem-Ouest, mercredi, est un rappel supplémentaire que, quelles que soient les précautions sécuritaires prises par le régime sioniste et nonobstant le niveau de coordination sécuritaire entre ce régime et l'Autorité palestinienne accommodante, il y aura toujours un homme ou une femme de Palestine à risquer sa vie pour démontrer à l'establishment israélien que l'occupation a un prix.

En bref, Israël ne sera jamais en sécurité aussi longtemps que son occupation digne des nazis se poursuivra. Ceci est une réalité de la vie dont tous les sionistes et leurs alliés doivent être convaincus.

Les Palestiniens ont compris que leur combat pour la liberté et la justice est un combat long et difficile. Ils ont compris aussi que ce combat a un prix qu'ils doivent payer de leur sang et de leur vie. Et c'est ce qu'ils font, car le peuple de Palestine sait parfaitement que sa survie en tant que peuple est inextricablement liée à sa capacité à continuer la lutte, et qu'autrement il pourrait connaître sa disparition nationale définitive, étant donné que le but final d'Israël est, et a toujours été, d'arriver à notre disparition nationale.

La récente effusion de sang frappant de jeunes enfants, surtout dans la bande de Gaza, est un autre rappel que le conflit avec Israël n'est pas prêt de déboucher sur un accord ou d'être résolu, ni par des moyens politiques, par exemple par un processus de paix moribond et si totalement en faillite que même les tout petits enfants dans les rues de la Palestine occupée savent qu'il est vide de toute paix juste et durable, ni en imposant une capitulation aux Palestiniens et aux musulmans.

Avec les révolutions prometteuses qui se déroulent actuellement dans de nombreux pays arabes, il existe de bons présages pour que les mondes arabe et musulman se retrouvent dans une position nettement meilleure pour obliger Israël à renoncer à son vol de la terre arabe en Palestine.

La disparition de plusieurs régimes arabes qui ne servaient que du bout des lèvres la cause palestinienne tout en servant particulièrement efficacement la cause sioniste en harcelant leur propre peuple, restreignant ainsi sérieusement la capacité de leurs pays à faire face au sionisme, cette disparition est à coup sûr une bonne nouvelle pour la cause palestinienne, mais une mauvaise pour l'insolence sioniste.

A tout le moins, le régime sioniste à partir de maintenant va devoir réfléchir à deux fois avant de déclencher ce genre d'agressions génocidaires, telle que celle de 2008/2009 sur la bande de Gaza, qui fut menée de connivence et en toute complicité avec le régime Moubarak d'Égypte, régime qui, depuis, a été expédié à la poubelle de l'histoire.

La perte continue des vies côté palestinien, surtout dans la bande de Gaza, est douloureuse pour tout Palestinien, tout Arabe, tout musulman. Cependant, les Palestiniens ne doivent jamais oublier que c'est leur survie même en tant que peuple qui est en jeu, et que le sionisme est un mouvement génocidaire qui cherche constamment à imiter le Troisième Reich, dans tous les aspects qu'ils peuvent imaginer, depuis le racisme jusqu'au concept de Lebensraum (*).

C'est notre destin, à nous Palestiniens, d'être à l'avant-garde de la résistance à l'entreprise sioniste colonialiste car son but est d'occuper notre terre et de rayer jusqu'à notre existence. Par conséquent, nous devons échapper à notre sort, car sinon, Dieu nous en garde, notre survie en tant que peuple serait mise en péril.

(*) Le Lebensraum (de l'allemand, *der Raum*, l'espace et *das Leben*, la vie) ou « espace vital », est un concept géopolitique créé par les milieux impérialistes allemands et popularisé par le nazisme. Lié au darwinisme social, il renvoie à l'idée de territoire suffisant pour, dans un premier temps, assurer la survie d'un peuple et, dans un deuxième temps, favoriser sa croissance via la conquête.

Forgée par Friedrich Ratzel (1844-1904), cette idée a été l'une des principales justifications théoriques de la politique expansionniste de l'Allemagne nazie, en particulier sur le front de l'Est.

(source : [Wikipédia](#))

[Khalid Amayreh](#)

30 mars

- CPI

<http://alqods-palestine.blogspot.com/>

1-6 Javier Sethness : La crise infligée à Gaza.

L'anarchiste étasunien Noam Chomsky et le communiste israélien Ilan Pappé, qui sont tous deux d'influents critiques juifs de l'état d'Israël et de sa brutale oppression des Palestiniens, ont réalisé ensemble une vaste

compilation de leurs travaux sur l'impérialisme contemporain intitulée "Gaza en crise : Réflexions sur la guerre d'Israël contre les Palestiniens" ; le volume a été édité par le militant Frank Barat et publié fin 2010. Bien que "Gaza en crise" traite largement de la politique d'Israël vis à vis de la bande de Gaza contrôlée par le Hamas et en particulier de l'attaque meurtrière de l'état hébreu de l'hiver 2008-2009 contre ce territoire, cet ouvrage constitue en fait une exploration dialectique globale de la domination et de la négation d'autrui qui sont à l'oeuvre non seulement en Palestine historique mais aussi plus généralement par le biais du système qui commande la dépossession et la colonisation des Palestiniens. Dans ce sens, "Gaza en crise" propose une approche critique de ce que le regretté Edward W. Said appelait la question palestinienne aussi bien que du monde en général ; étant donné le déni qui domine ces deux sphères, une réflexion sur la réflexion de ces penseurs pourrait se révéler d'importance capitale.

La profondeur du calvaire de la Palestine contemporaine devrait être une évidence pour tous. Citant le travail de Richard Falk, Chomsky affirme que "la main mise" d'Israël sur Gaza s'est considérablement durcie, suite aux élections de 2006 que le Hamas a gagnées haut la main, au point de pouvoir être qualifiée de "prélude au génocide" ; Pappé de son côté, considère que le comportement d'Israël pendant l'opération "Plomb durci" constituait déjà un génocide. Selon lui, la réalité actuelle, qui est celle d'une "catastrophe humanitaire d'envergure inimaginable", exigerait qu'Israël soit relégué au statut d'état paria. Au lieu de cela, le Comité des affaires publiques américain israélien (AIPAC) se sert de son influence pour pousser les USA à bombarder l'Iran pendant que l'administration Obama continue de financer Israël et de protéger sa politique de colonisation. Selon Chomsky, la brutalité qu'Israël a démontrée pendant l'opération Plomb Durci est une preuve de son "indifférence perversie" pour la vie humaine ; Comme le rapport Goldstone, Chomsky considère que l'attaque de Gaza est une manifestation indiscutable de terrorisme d'état, qui s'apparente en fait aux crimes de l'état russe en Tchétchénie. Il affirme que Plomb fondu s'enracine dans la préoccupation consciente d'Israël et des USA d'écraser le modèle de résistance représenté par le Hamas à Gaza et qui s'opposait à la collaboration prônée par l'Autorité Palestinienne, une organisation que Chomsky suggère d'abolir - et ceci est un interview qui remonte à des années avant la publication par Al Jazeera et le Guardian des Documents Palestiniens. Ce qui lui fait dire cela, c'est la certitude que la doctrine qui sous-tend la politique des USA est une doctrine mafieuse selon laquelle les alternatives aux desseins géopolitiques des élites dirigeantes, quelles soient islamistes ou humanistes, doivent être réprimées même et surtout par l'usage excessif de la force. Le soutien apporté par les officiels étasuniens à Plomb fondu en particulier et à la destruction de la Palestine en général est évident et ne requiert pas de démonstration ni d'exégèse. Pour l'establishment israélien et étasunien, en vérité, les intérêts des Palestiniens de Gaza sont au mieux automatiquement suspects, au pire complètement ignorés - ce ne sont "pas des personnes", comme le dit l'historien Mark Curtis : ce sont des *moscas* (mouches) ou *nadies* (personnes), ainsi qu'il est écrit à Acteal, au Mexique, à l'emplacement d'un massacre commis par les paramilitaires affiliés au gouvernement en décembre 1997. En tant que victimes de pouvoirs constitués, les Gazaouis ressemblent sans nul doute beaucoup aux Iraquiens, aux Haïtiens, aux Congolais, aux Mexicains et à beaucoup d'autres. Ce n'est toutefois pas anodin que Hosni Mubarak, l'homme qui a rencontré Tsipi Livni quelques jours avant le lancement de Plomb fondu et qui a maintenu la frontière de Rafah fermée pendant que les Gazaouis étaient sauvagement bombardés par l'armée israélienne lors des attaques qui ont suivi, ait été renversé par le soulèvement des Egyptiens de la rue. Même si la souffrance actuelle des Gazaouis, des Egyptiens, des Libyens et de beaucoup d'autres peuples de ce monde, interdit de prononcer des discours qui célèbreraient l'avènement d'un progrès historique, il faut se réjouir, à la fois en Palestine et ailleurs, de la radicalité du soulèvement des masses égyptiennes contre Mubarak - soulèvement qui est d'ailleurs un écho d'intifadas antérieures, que ce soit en Palestine en 1987, à Paris en 1789 ou à Chiapas en 1994. On peut dire que l'exemple incarné par ce soulèvement a aujourd'hui quelque chose d'universel.

Il est capital de se demander, dans l'optique d'un progrès en Palestine, comment il se fait que ce qui se produit, puisse se produire. Chomsky a certainement raison de souligner que ce qui permet en premier lieu d'expliquer Plomb fondu c'est la situation actuelle de l'ancienne Palestine : à savoir que la population native de Palestine n'a pas d'état et est soumise à la domination israélo-étasunienne -un diagnostic qui ne nie absolument pas la qualité de sujets de Palestiniens chosifiés et opprimés. Ni Chomsky ni Pappé ne semblent considérer comme vraiment convaincantes les thèses de John Mearsheimer et Stephen Walt sur le Lobby israélien ; tous les deux pensent que la politique des USA en ce qui concerne la Palestine est l'oeuvre du Pentagone et de l'industrie de l'armement au moins autant que de l'AIPAC, et Pappé introduit même les chrétiens sionistes fondamentaux dans la description qu'il fait de la trajectoire historique d'Israël dans le système politique officiel des USA. Il montre même que l'appareil politique officiel des USA n'a pas toujours soutenu inconditionnellement le projet sioniste en Palestine historique en examinant la tradition des "spécialistes des arabes" du département d'état étasunien qui, semble-t-il, avaient moins de mépris pour les intérêts des populations de la région que le Sionisme à ce jour. Parmi ces officiels arabisants, il y avait Henry King et Charles Crane qui ont participé à une commission d'enquête envoyée en Orient par la Conférence de Versailles après la première guerre mondiale pour y étudier les aspirations des habitants de la région suite à la défaite de leurs suzerains impériaux, les Ottomans. King et Crane ont découvert que la plupart des arabes qu'ils avaient interrogés désiraient être incorporés à un état arabo-syrien, une éventualité historique qui comme beaucoup d'autres, a été niée dans les faits. Pappé dit que les arabisants ont dominé le département d'état jusqu'à l'administration d'Eisenhower pendant laquelle l'AIPAC a été fondé ; il mentionne aussi la tiède critique d'Israël de l'administration de Bush père. A travers son examen des événements historiques il montre qu'une alternative a existé à la présente situation - ce qui indique que les choses peuvent être différentes de ce qu'elles ont été et de ce qu'elles sont.

Al-Nakba (la catastrophe) subie par les Palestiniens pendant la création de l'état d'Israël constitue un élément capital dans cet ouvrage comme dans d'autres de Pappé. Il considère que ce funeste développement, dont s'est rendu coupable le Sionisme à la naissance de son état, pourrait tout particulièrement soulever la question de la légitimité de cette idéologie et de ses pratiques -un thème de réflexion qui est largement occulté par les formes traditionnelles de recherche en Israël comme dans la plus grande partie du monde, selon Pappé. L'historien de plus souligne que al-Nakba ne devrait pas être considéré comme une simple réalité historique, si on prend en compte l'importance de la capacité de destruction d'Israël à la fois dans l'histoire et

de nos jours. Ce que Pappé appelle le courant sioniste "dominant" ou "pragmatique" -un projet qui a pour but l'hégémonie d'Israël sur toute la surface que les impérialistes nomment "Eretz Israel"- est fortement ancré en Israël ; comme dans l'entité impérialiste qui est sa marraine, la classe officielle politique israélienne est en elle-même une catastrophe. En plus d'avoir massacré la population sans défense de Gaza pendant l'opération Plomb fondu, les hégémonistes israéliens menacent de commettre d'autres actes qui rappellent ceux qui ont été perpétrés pendant al-Nakba à la naissance d'Israël, selon Pappé. L'historien-émigré voit peu de raisons d'espérer le développement d'une alternative humaine à l'actuelle dévastation de la Palestine qui émergerait de l'intérieur de la société israélienne ; bien que des forces d'opposition non négligeables existent en Israël -les Anarchistes contre le mur par exemple, ou les jeunes manifestants critiques de Tel Aviv et d'ailleurs, et peut-être Hadash- Pappé pense qu'elles sont trop marginales pour avoir une réelle influence sur l'opinion publique israélienne qui, il faut bien le dire, semble collaborer avec enthousiasme à la dépossession des Palestiniens. Qu'on puisse ou non aboutir à cette conclusion définitive, Pappé a sûrement raison de dire que c'est l'attitude israélienne qui constitue le "principal obstacle" à une "réconciliation pacifique" entre les deux actuels résidents de la Palestine occupée. En terminant d'exprimer son souhait qu'un tel changement se produise dans l'opinion publique israélienne, Pappé énonce son soutien au mouvement contre l'état israélien "Boycott, Désinvestissement et Sanctions" (BDS).

Chomsky quant à lui pense que le boycott d'Israël n'est pas la solution si on n'appelle pas en même temps au boycott des USA, l'Empire qui soutient l'état sioniste. Il explique que personne n'envisage une telle option à cause du fait que les USA sont considérés comme "vraiment trop puissants" et c'est pourquoi, dit-il, les mouvements pour une justice globale doivent se développer - une évidence qui ne paraît pas cependant constituer un argument contre le boycott d'Israël. Comme dans ses autres écrits, Chomsky, dans "Gaza en crise" souligne la nécessité absolue que l'administration des affaires politiques dépende d'initiatives à l'échelle mondiale.

Tout en notant que le scénario du conflit en Palestine historique qui a le plus de chance de se réaliser sera la destruction même de la Palestine, il dit que les affaires humaines dépendent trop "de désirs et de choix" anarchiques pour affirmer que cela se produira inévitablement. En suivant l'exemple récent des peuples tunisiens et égyptiens entre autres, les étasuniens pourraient par exemple intervenir radicalement dans les affaires de l'état et faire émerger une approche plus humaine et plus rationnelle des problèmes que pose le Sionisme, parmi d'autres problèmes. Dans une approche proche de celle des Marxistes indépendants - et beaucoup plus profonde que celle que défend dans ce livre Pappé qui se contente le plus souvent de se faire l'avocat de stratégies de "changement" des "orientations des élites politiques"- Chomsky prévient ses lecteurs que le "meurtre d'une nation" par Israël est aussi commis "de nos mains". Car la responsabilité du meurtre de masse et de la destruction d'une société, que ce soit à Gaza, en Iraq, en Afghanistan, en Libye ou n'importe où dans le monde, repose sur les dirigeants du système au pouvoir mais tout autant sur ceux qui collaborent avec lui.

Javier Sethness est une socialiste libertaire et un avocat des droits de l'homme.

Javier Sethness :

17 mars

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2011/03/i...>

Traduction : D. Muselet

© LE GRAND SOIR - Diffusion non-commerciale autorisée et même encouragée.

Merci de mentionner les sources.

2 Annexe

2-1 Daniel Lagot : Gaza, Lybie,... : ambiguïtés et détournements du droit international humanitaire

On a beaucoup dit, à propos de la position récente du juge Goldstone sur Gaza, qu'il s'est renié. On a aussi beaucoup dénoncé à juste titre le système « deux poids-deux mesures » appliqué au niveau international. Pour mieux comprendre ce qu'il en est, ce qu'est le droit international humanitaire et la manière dont les pays occidentaux l'utilisent et le détournent à leur profit, rappelons d'abord quelques aspects peu connus de ce droit.

Droit international humanitaire et pertes civiles

Il repose d'abord dans ce domaine sur les traités. Les Conventions de Genève (1949), ratifiées par tous les pays, protègent entre autres les personnes « au pouvoir d'une partie au conflit ou d'une puissance occupante » contre les atteintes à leur intégrité physique, ce qui peut s'appliquer au cas d'attaques contre des populations dans des zones ou territoires où n'a pas ou plus lieu de conflit armé (voir ci-dessous le cas de Gaza), mais elles ne protègent pas les populations civiles contre les effets des hostilités en cours de conflit. C'est leur Protocole additionnel I de 1977 qui est une avancée majeure dans ce domaine. Il s'applique aux conflits entre Etats ainsi qu'aux « luttes des peuples contre la domination coloniale, l'occupation étrangère ou les régimes racistes », et a été ratifié par 171 pays, mais pas par les Etats-Unis ou Israël et avec des réserves au sens juridique par les grands pays occidentaux européens. Le Statut de la CPI, Cour pénale internationale (1998), a, lui, été ratifié par 114 pays. Il a été mis au point sous influence occidentale y compris des Etats-Unis même s'ils trouvent plus commode de ne pas le ratifier, et il est en net recul par rapport au Protocole dans le domaine qui nous concerne ici : voir ci-dessous. Le « droit coutumier », notion cependant incertaine, est supposé représenter de son côté le droit tel qu'il semble s'imposer, que les Etats aient ou non ratifié tel ou tel traité. Y sont entre autres des crimes de guerre, dont les responsables devraient être poursuivis au niveau international i) les attaques intentionnelles

contre des populations civiles et ii) les attaques visant des objectifs militaires mais pouvant causer des pertes civiles (« dommages collatéraux ») trop graves et/ou disproportionnées.

Il n'y a cependant pas consensus sur les énoncés précis de ces principes. Sur le point i), le Protocole précise que la présence de non civils isolés « ne prive pas la population de sa qualité civile », précision non reprise dans le Statut de la CPI qui parle d'attaques intentionnelles contre les populations « en tant que telles ». Sur le point ii), le Protocole interdit les attaques « indiscriminées », ne pouvant pas viser de manière précise un objectif militaire déterminé et susceptibles de causer *incidemment* des pertes civiles « excessives par rapport à l'avantage militaire direct et concret attendu ». Elles y sont des crimes de guerre si elles sont menées en sachant qu'elles vont causer de telles pertes. Le Statut de la CPI ne reprend pas cette définition des attaques indiscriminées et définit comme crimes de guerre, dans le cas de conflits entre Etats, les attaques menées en sachant qu'elles vont causer des pertes civiles « *qui seraient manifestement* excessives par rapport à *l'ensemble* de l'avantage militaire... ». Il ne donne pas de règle sur les « dommages collatéraux » pour les conflits internes à un pays.

La notion d'ensemble de l'avantage militaire a plusieurs interprétations, dont celle des grands pays occidentaux européens lors de leur ratification du Protocole selon laquelle « l'avantage militaire doit désigner celui de *l'ensemble* de l'attaque et non de ses parties isolées ou particulières » donnant au mot attaque le sens d'un ensemble d'opérations militaires. Les changements par rapport au Protocole renforcent l'ambiguïté qui y était encore en partie présente, et rendent difficile des poursuites contre les dirigeants responsables de politiques de bombardements causant de graves pertes civiles sauf à prouver leur intention d'attaquer les populations en tant que telles (voir cas de Gaza ci-dessous).

Le Statut de la CPI affirme définir « le cadre établi du droit international » et n'a pas été modifié sur les points i) et ii) lors de sa révision en juin 2010 en dépit de tout ce qui s'est passé de 1998 à nos jours. Une étude de 2005 du CICR, Comité international de la Croix-Rouge, sur le droit coutumier avait entretemps repris sur le point i) la formulation de la CPI et sur le point ii) la notion d'attaque indiscriminée du Protocole et des formules intermédiaires entre celles du Protocole et du Statut, pour tous les conflits armés, y compris internes. L'étude constate les problèmes posés par le Statut, en cherchant à en diminuer l'importance avec des arguments peu convaincants. Le rapport Goldstone fin 2009 ne donne pas de formulations précises mais sa teneur générale est assez proche du Protocole ou de l'étude du CICR.

Gaza, rapport Goldstone (2009) et position récente (2011) du juge Goldstone

Le rapport, sans être le jugement d'un tribunal, mettait fortement en cause Israël, suggérait qu'il y aurait eu de sa part crimes de guerre, voire contre l'humanité (politique d'attaque systématique et généralisée contre une population civile, en temps de guerre ou en l'absence de conflit armé à proprement parler), et pointait vers une responsabilité éventuelle à un niveau élevé. Le juge Goldstone présente un point de vue plus favorable à Israël dans un article récent du Washington Post, en tenant compte, dit-il, de ce qu'il a appris depuis. S'est-il « renié » ? Le rapport demandait des enquêtes sérieuses de la part d'Israël. Le juge considère aujourd'hui qu'elles ont largement eu lieu et ont abouti ou pourraient aboutir à la mise en cause de quelques subalternes dans des cas d'attaques délibérées contre des civils, mais il pense aujourd'hui qu'il n'y a pas intention des dirigeants israéliens d'attaquer les civils en tant que tels..., et il semble reprendre la thèse d'Israël, qui est aussi (malgré quelques réserves) celle des pays occidentaux, selon laquelle les pertes civiles ont certes été très regrettables mais non « manifestement » excessives par rapport à l'« ensemble » de l'avantage militaire qui était attendu de l'attaque Plomb durci, à savoir assurer la sécurité d'Israël en détruisant l'« organisation terroriste du Hamas ».

Qu'en est-il ? On peut penser que les dirigeants souhaitaient attaquer les civils « en tant que tels », mais il est difficile de l'affirmer. Ce qui est clair est que les ordres étaient de bombarder en y « mettant le paquet », et tant pis pour les « dommages collatéraux », dès lors qu'une présence ennemie même isolée était soupçonnée ou qu'un objectif civil était selon Israël susceptible de contribuer à la résistance palestinienne. Crime de guerre ? Oui selon le Protocole, situation beaucoup moins claire selon le Statut de la CPI.

Quant aux Conventions de Genève, le rapport Goldstone suggère que Gaza serait toujours au pouvoir d'Israël via entre autres le blocus, et territoire occupé sur le plan juridique malgré une administration palestinienne à laquelle auraient été délégués des pouvoirs limités. L'attaque Plomb durci aurait ainsi eu lieu contre une population en son pouvoir, en l'absence de conflit armé à proprement parler. Cette thèse, cependant controversée, est abandonnée aujourd'hui par le juge. Israël estime, lui, bien entendu qu'il y avait conflit armé : tirs palestiniens de roquettes vers Israël,... Selon le rapport, ces tirs sont aussi des crimes de guerre, voire contre l'humanité et, sans mettre directement en cause le Hamas, le rapport lui demandait des enquêtes sérieuses et des poursuites contre les responsables. Le juge considère aujourd'hui qu'elles n'ont pas eu lieu et que l'attaque Plomb durci aurait été justifiée par ces tirs. Sont-ils des crimes de guerre ? Oui selon le Protocole, même s'ils n'ont fait que peu de victimes. Les palestiniens, s'ils s'appuient sur le Statut de la CPI, peuvent cependant dire qu'il ne s'agissait pas d'attaque contre une population civile « en tant que telle » mais de tirs au hasard vers un territoire occupé par l'ennemi sans intention d'atteindre les civils.

Le cas de la Lybie

La Charte de l'ONU interdit les interventions militaires, y compris des Nations Unies, contre un pays, sauf en cas de « menace contre la paix et la sécurité internationales ». Selon la résolution 1674 du Conseil de sécurité sur la « responsabilité de protéger », « le fait de prendre délibérément pour cible des civils et de commettre des violations systématiques, flagrantes et généralisées du droit international humanitaire et des droits de l'homme peut constituer une telle menace... ». Pour les pays occidentaux, ce n'était évidemment pas le cas à Gaza, mais il s'agissait bien entendu d'une politique délibérée d'attaques systématiques et généralisées contre les populations civiles de la part du gouvernement lybien, justifiant l'intervention militaire « pour protéger les civils » selon la résolution 1973. Et, selon ces mêmes pays, il fallait attaquer dans ce but et détruire l'armée gouvernementale lybienne...au prix d'autres pertes civiles très probablement, en écartant toute possibilité de dialogue.

S'il y a clairement eu crimes avant et pendant la guerre civile, dont on souhaiterait que les responsables soient poursuivis et jugés, les informations ne semblent pourtant pas permettre de confirmer la thèse occidentale d'attaque généralisée contre les populations civiles, ce que ne confirme pas le CICR. Mais, après avoir affaibli le droit international humanitaire à leur profit, les pays occidentaux ne pouvaient pas s'appuyer sur les « dommages collatéraux » éventuels, et utilisent donc ces affirmations, comme cela a aussi été le cas en Côte d'Ivoire.

On ne peut que dénoncer la manière dont les pays occidentaux ont tout d'abord affaibli le droit international humanitaire, puis le détournent à leur profit, et souhaiter, ce qui est peu réaliste à ce jour, que l'opinion internationale puisse imposer un vrai droit international humanitaire, dans la ligne du Protocole I de 1977, *s'appliquant également à tous* et permettant à la fois de rendre les guerres moins inhumaines et de rendre les agressions et crimes des pays les plus puissants plus difficiles, en limitant fortement l'emploi de leurs moyens militaires,...par exemple en interdisant de manière générale les bombardements aériens ou les « armes lourdes », comme le préconisent les résolutions récentes du Conseil à sens unique.

Daniel Lagot, président de l'Association pour le droit international humanitaire, France

Alison Weir : Assassiner des bébés est admissible s'ils sont Palestiniens.

Gaza, janvier 2009 - Tuer des enfants est un crime. Et Israël a déjà tué des milliers d'enfants ...

Les médias étasuniens ont largement et à de nombreuses reprises commenté l'horrible meurtre des trois petits enfants israéliens* et de leurs parents. Personne ne sait encore qui a commis ces meurtres mais les journalistes qui les couvrent présumant que ce sont des Palestiniens et c'est pourquoi l'incident reçoit autant l'attention des médias. De nombreux chefs d'état, dont le président Obama, l'ont condamné.

S'il apparaît finalement que l'auteur du crime est israélien, comme cela a été le cas d'un certain nombre de "terroristes", ou un travailleur étranger qui avait précédemment menacé la famille qui avait refusé de lui verser son salaire comme cela est suggéré par certains journalistes, il est probable que ce fait-divers disparaîtra immédiatement des grands titres étasuniens. Pour le moment cependant, les médias étasuniens continuent de fournir des détails tragiques sur cette atrocité. Etant donné le nombre de reportages, on a du mal à comprendre que de nombreuses données capitales soient omises.

Par exemple, aucun de ces articles ne mentionne que l'endroit où a eu lieu le meurtre, Itamar, est une colonie juive illégale située sur de la terre volée aux Palestiniens et au milieu des réfugiés qu'Israël a chassés de leur terre ancestrale par des massacres et de brutales opérations militaires.

Les articles omettent d'indiquer que les colons israéliens ne cessent de passer à tabac les Palestiniens de tous âges, parfois même les torturent et les tuent, brûlent leurs récoltes et détruisent les vergers et les champs d'oliviers dont vivent de nombreux paysans palestiniens ; au moins des centaines de ces arbres ont été arrachés par des raids de colons israéliens.

L'extrémisme religieux

Même les plus longs articles sur cet incident tragique, oublient de mentionner le fait significatif et dont l'ironie fait froid dans le dos que Itamar a été fondé par des Juifs fanatiques et que ce sont principalement des Juifs extrémistes qui y vivent ; beaucoup d'entre eux croient que tuer des bébés non-juifs est permis par leur religion et même parfois approprié comme cela est débattu dans un best-seller intitulé "The King's Torah," (la Torah du roi) dont les auteurs sont du coin et qui a été approuvé par de nombreux rabbins et écoles religieuses (mais pas par la majorité des Israéliens).

Dans leurs descriptions élaborées de la scène du meurtre, les articles étasuniens négligent de mentionner que le bâtiment voisin se trouve être la maison des disciples de Chabad Lubavitch, un mouvement juif orthodoxe sur lequel il y a un poster du défunt Lubavitcher Rebbe Rabbi Menachem Mendel Schneerson, connu pour l'étonnante teneur hégémoniste de ses enseignements.

Schneerson est largement révérend par ces colons (et il a des adeptes aux USA) ; beaucoup d'entre eux croient qu'il était le messiah (messie en hébreu). Dans leur livre "Jewish Fundamentalism in Israel" (le fondamentalisme juif en Israël) les professeurs Israel Shahak et Norton Mezvinsky citent ce que dit Schneerson de la différence entre Juifs et non Juifs : "... il ne s'agit pas d'un cas de changement profond qui fait qu'une personne est simplement d'un niveau supérieur. Il s'agit plutôt de "distinguer" entre deux espèces complètement différentes. Voilà ce qu'il faut dire du corps : le corps d'un Juif est d'une qualité totalement différente des corps [des membres] de toutes les nations du monde... La réalité d'un non-Juif n'est que vanité... Toute la création [d'un non-Juif] n'existe que pour les Juifs..."

Quels enfants ont de l'importance ?

Et enfin dans les informations sur l'horrible meurtre d'Itamar on ne parle jamais du nombre effrayant et tragique de meurtres tout aussi horribles d'enfants palestiniens commis par des Israéliens.

Par exemple le Los Angeles Times déclare que l'incident d'Itamar est "l'attaque la plus meurtrière contre les colons juifs dans la région depuis 2002" mais ne s'est pas donné la peine de mentionner qu'il y a eu de nombreuses attaques mortelles de Palestiniens dans la région depuis cette date, que des douzaines de Palestiniens ont été assassinés, et davantage blessés et estropiés et que même des mères, des pères et des grands-parents palestiniens ont été tués.

Ce parti pris est typique des médias étasuniennes (et françaises ! petit rajout du traducteur). Des statistiques portant sur les nouvelles diffusées aux heures de grande écoute montrent que les médias parlent 14 fois plus de la mort d'enfants juifs israéliens que de celle d'enfants palestiniens ; les journaux régionaux rapportent les morts israéliennes de manière encore plus disproportionnée.

Les étasuniens qui s'intéressent à l'actualité ne sont donc pas au courant des morts palestiniennes en dépit du fait qu'elles sont antérieures et bien supérieures en nombre.

Dans le cycle de violence qui a commencé à l'automne 2000, plus de 90 enfants palestiniens ont été tués par des Israéliens avant qu'un seul enfant juif ait été tué ; au total environ 1500 enfants palestiniens ont été tués par des Israéliens et 130 enfants juifs par des Palestiniens pendant la même période.

Etant donné l'écart frappant de couverture médiatique aux USA (et en France ! NdT) entre les victimes d'Itamar et les victimes palestiniennes et leurs familles en deuil qui, elles, sont largement ignorées, j'ai établi à la fin de cet article une liste partielle de ces jeunes victimes pour la plupart disparues en donnant les circonstances de leur horrible mort.

Cette liste très incomplète est loin de contrebalancer l'énorme quantité d'articles émouvants et détaillés que les médias étasuniens consacrent à la mort des enfants israéliens et ne rend pas non plus compte du grand nombre d'enfants qui pleurent la mort de leurs parents tués par les forces d'occupation israéliennes mais la publier ici permet de donner le nom les victimes palestiniennes, chose très rare dans les médias étasuniennes.

Il y a quelques années, un officier de l'armée israélienne** a vidé à bout portant le chargeur de son pistolet automatique sur une fillette palestinienne de 13 ans. Ensuite il a déclaré qu'il aurait fait la même chose même si elle avait eu trois ans. Parce que nombre de ses subalternes ont relaté l'incident, il fut jugé par une Cour militaire israélienne -mais pour un délit mineur, pas pour meurtre. Et il a été acquitté.

On a du mal à s'imaginer ce que nous ressentirions, nous Etasuniens, si ces enfants étaient nos enfants et que nous étions ceux qui ayons à supporter ces terribles pertes. La population de la Palestine représente moins de 1/90ième de celle des USA ; il n'y a quasiment pas une famille palestinienne qui n'ait vécu cette tragédie.

Comme les partisans d'Israël filtrent constamment l'information significative sur le sujet et que les autres directeurs de publication leur emboîtent le pas par ignorance, négligence et/ou crainte, les Etasuniens ne reçoivent que cette sorte "d'information journalistique" filtrée et qui ment par omission, qui est si propice à engendrer la peur et la haine et l'ignorance des Palestiniens, des arabes et des musulmans -et qui entérine le montant astronomique des subventions à Israël qui se montent à plus de 8 millions de dollars par jour. Et Israël qui compte sept millions d'habitants a l'intention de réclamer 20 milliards de plus à ce qu'il paraît.

Le président Obama a déclaré à propos du meurtre encore non résolu des trois enfants d'Itamar : "Il n'y a aucune justification et il ne peut y avoir aucune excuse au meurtre d'enfants. J'attends de l'Autorité Palestinienne qu'elle condamne le meurtre tout aussi fermement."

Peut-être qu'un jour, le président Obama aura l'intégrité -et le courage- de faire une déclaration de condamnation similaire à propos du meurtre d'enfants palestiniens et de demander au gouvernement israélien d'en faire une tout aussi ferme.

Notes :

* Dans le contexte le terme "Israélien" signifie Juif Israélien.

** En Israël la minorité palestinienne israélienne est dispensée de faire l'armée car cela les obligerait à tuer leurs frères de Palestine. L'armée est donc composée essentiellement de Juifs et d'une toute petite minorité de Druzes et de Bédouins.

Une liste partielle des enfants palestiniens tués par des israéliens

Les informations suivantes viennent de "Remember These Children" qui s'est donné pour tâche de recenser tous les enfants israéliens et palestiniens tués dans l'idée (qu'hélas les médias étasuniens ne partagent pas) que tous les enfants ont la même importance.

Dans cette liste "IDF" signifie les forces de défense israéliennes, une armée d'occupation agressive ; "incursion" fait référence à l'invasion de la terre palestinienne par l'armée israélienne. Je le répète : ceci n'est qu'une liste partielle des enfants de 13 ans ou moins sur les 1500 mineurs palestiniens tués par l'armée israélienne dans les onze années passées ; pendant la même période les Palestiniens ont tué environ 130 mineurs israéliens.

2000

Muhammad Saleh Muhammad al-Arja, 12 ans, de Rafah, Gaza, tué d'une balle dans la tête par un sniper israélien près du barrage de la frontière de Rafah.

Math Ahmad Muhammad abu-Hadwan, 11 ans, de Hébron, tué d'une balle dans la tête par l'IDF à Tel Rumeida.

Abdul-Rahman Khaled Hammouda Khbeish, 4 ans, du camp de réfugiés de Balata tué d'une balle dans la tête par l'IDF.

2001

Le bébé **Obeisi**, de Naplouse, est morte à un checkpoint de l'IDF parce que les soldats ont refusé de la laisser passer pour aller à l'hôpital.

Muhammad Ismael Hashem Nasr, 10 ans, de Dahyet al-Bareed, près de Jérusalem, tué par des colons israéliens.

Isra Ahmad, 11 ans, de Naplouse, est morte à un checkpoint de l'IDF parce que les soldats n'ont pas voulu la laisser passer pour aller à l'hôpital.

Mahmoud Ismael al-Darwish, 11 ans, de Dura, près de Hébron, tué par des éclats d'obus de l'IDF dans la poitrine.

Yehya Fathi Muhammad al-Sheikh Eid, 12 ans, de Rafah, Gaza, tué par des éclats d'obus de l'IDF au visage, au cou et à l'abdomen.

Iman Muhammad al-Haju, 4 mois, de Khan Younis, Gaza, tuée par des éclats d'obus de l'IDF dans les bras de sa mère.

Suleiman Sami al-Masri, 12 ans, de Rafah, Gaza, tué par une balle de l'IDF dans le dos.

Khalil Ibrahim Muhammad al-Moghrabi, 11 ans, de Rafah, Gaza, tué par le tir d'un tank de l'IDF dans la tête alors qu'il jouait avec un copain près de la frontière de l'Égypte.

Diya Marwan Hilmi al-Tmeizi, 3 mois, de Ithna, près de Hébron, tuée en même temps que son grand frère par des tirs de colons à la tête et dans le dos.

Ashraf Khalil Abdul-Minem, 8 ans, de al-Judeidah, près de Jénine, tué avec son frère par un missile lancé d'un hélicoptère de l'IDF au cours d'un assassinat ciblé.

Bilal Khalil Abdul-Minem, 10 ans, de al-Judeidah, près de Jénine, tué avec son frère par un missile lancé d'un hélicoptère de l'IDF au cours d'un assassinat ciblé.

Azhar Said Shalafa, 2 ans, de Rafah, Gaza, est morte à un checkpoint de l'IDF parce que les soldats ont refusé que sa mère l'emmène à l'hôpital.

Muhammad Subhi abu-Arrar, 14 ans, du camp, du réfugiés de Rafah, Gaza, tué par un tir d'un sniper de l'IDF dans la poitrine alors qu'il jouait devant chez lui.

Inas Samir abu-Zeid, 5 ans, de Rafah, Gaza, tué avec son frère par des éclats d'obus de l'IDF.

Suleiman Samir abu-Zeid, 7 ans, de Rafah, Gaza, tué avec son frère par des éclats d'obus de l'IDF.

Abdallah Atatrah, 3 ans, de al-Tarm, près de Jénine, est mort à un checkpoint de l'IDF parce que les soldats ont refusé de laisser passer la voiture qui l'emmenait au centre médical de Yabad après qu'il soit tombé dans un étang.

Khaled Arafat al-Batash, 2 ans, de Hébron, tué par des gaz pendant une attaque de l'IDF et de colons israéliens.

Riham Nabil Younis Abul-Ward, 10 ans, de Jénine, tuée par une balle de l'IDF dans la tête dans sa salle de classe.

Abed-Rabo, un nouveau-né de Bethlehem, est mort à un checkpoint de l'IDF parce que les soldats ont empêché sa mère d'aller recevoir des soins.

Akram Naim Abdul-Karim al-Astal, 6 ans, du camp de réfugiés de Khan Younis à Gaza, tués avec son frère et trois cousins par un missile de l'IDF sur le chemin de l'école.

Anis Idris Muhammad al-Astal, 11 ans, du camp de réfugiés de Khan Younis à Gaza, tués avec son frère et trois cousins par un missile de l'IDF sur le chemin de l'école.

Muhammad Rateb abu-Shahla, 12 ans, de Jénine, tué par un éclat d'obus de l'IDF à la tête.

Shadi Ahmad Abdul-Moti Arafeh, 13 ans, de Hébron, tué dans par un missile lancé d'un hélicoptère de l'IDF au cours d'un assassinat ciblé.

Burhan Muhammad Ibrahim al-Himuni, 3 ans, de Hébron, tué dans par un missile lancé d'un hélicoptère de l'IDF au cours d'un assassinat ciblé.

Muhammad Zakin, 8 heures, de Yamoun, près de Jénine, est mort à un checkpoint de l'IDF parce que les soldats ont empêché sa mère de passer pour aller se faire soigner.

Rami Salahaldeen Muhammad Zurob, 13 ans, de Rafah, Gaza, tué d'une balle à la tête tirée d'un hélicoptère de l'IGF pendant qu'il jouait devant chez lui. 2002

Muna Sami Ataya al-Bajasa, 13 ans, de Khan Younis, Gaza, tué avec sa mère par le feu d'un tank de l'IDF qui faisait une incursion en Palestine.

Mahmoud Hasan Ahmad al-Talalka, 7 ans, de Beit Hanoun, Gaza, tué par des tirs de l'IDF dans l'abdomen près de la colonie de Nisanit.

Maria Izaldeen abu-Sarieh, 9 ans, du camp de réfugiés de Jénine, tuée chez elle par des éclats d'obus à la tête pendant une incursion.

Inas Ibrahim Eisa Saleh, 9 ans, du camp de réfugiés de Jabalya, Gaza, est morte de ses blessures après avoir reçu des éclats d'obus de l'IDF le 19 février lors d'un assassinat ciblé.

Muhammad Hussein abu-Kweik, 8 ans, du camp de réfugiés de Amari, tué avec ses deux soeurs par les tirs d'un hélicoptère de l'IDF pendant un assassinat ciblé.

Shaima Izaldeen Ibrahim al-Masri, 7 ans, de Ramallah, tuée par les tirs d'un hélicoptère de l'IDF pendant un assassinat ciblé.

Said Ali Ibrahim Subeih, 12 ans, de Ramallah, est mort des suites de blessures dans la tête dues aux tirs de l'IDF le 28 février.

Muhammad Mamoun Fayez abu-Ali, 10 ans, du camp de réfugiés de Tulkarm, est mort des suites de blessures par balles dans la poitrine infligées par l'IDF lors de l'incursion du 7 mars.

Amani Odeh Muhammad al-Awawdah, 12 ans, du camp de réfugiés de Bureij, Gaza, tué avec sa mère, son frère, sa soeur et son cousin par une mine de l'IDF alors qu'ils roulaient dans une carriole tirée par un âne.

Salim Odeh Muhammad al-Awawdah, 10 ans, du camp de réfugiés de Bureij, Gaza, tué avec sa mère, son frère, sa soeur et son cousin par une mine de l'IDF alors qu'ils roulaient dans une carriole tirée par un âne.

Tariq Muhammad Salman al-Awawdah, 10 ans, du camp de réfugiés de Bureij, Gaza, tué avec sa mère, son frère, sa soeur et son cousin par une mine de l'IDF alors qu'ils roulaient dans une carriole tirée par un âne.

Mujahed Arafat abu-Shabab, 2 ans, de Rafah, Gaza, tué par des éclats d'obus de l'IDF.

Shaima Said Abdul-Rahim Hamad, 12 ans, de Rafah, Gaza, est morte de blessures à la tête infligées par des tirs de l'IDF le 15 mars.

Iyad Imad Muhammad al-Mughrabi, 11 ans, du camp de réfugiés de Askar, est morte de blessures à la tête infligées par des tirs de l'IDF le 15 mars.

Riham Hussam Mustafa abu-Taha, 4 ans, du camp de réfugiés de Rafah, Gaza, est morte de blessures à la tête infligées par des tirs de l'IDF le 15 mars.

Mahmoud Muhammad Musa abu-Yasin, 13 ans, du camp de réfugiés de Jabalya, Gaza, est morte de blessures à l'abdomen reçus pendant un enterrément le 12 mars.

Abdullah Samir Omar al-Shubi, 10 ans, de Naplouse, a été tué avec les sept membres de sa famille par un missile pendant une incursion de l'IDF.

Anas Samir Omar al-Shubi, 4 ans, de Naplouse, a été tué avec les sept membres de sa famille par un missile pendant une incursion de l'IDF.

Azzam Samir Omar al-Shubi, 7 ans, de Naplouse, a été tué avec les sept membres de sa famille par un missile pendant une incursion de l'IDF.

Salwa Khaled Dahaliz, 10 ans, du camp de réfugiés de Rafah, Gaza, a été tué par une balle de l'IDF dans la tête près de la colonie de Rafah Yam.

Sumaya Najeh Abdul-Hadi al-Hasan, 6 ans, du camp de réfugiés de Rafah, Gaza, a été tuée par un éclat d'obus de l'IDF dans la tête.

Isra Ghaleb Othman, 10 ans, de Beitunia, près de Ramallah, tuée par une balle de l'IDF dans le côté.

Ahed Rasmi Ali Hamad, 5 ans, de Hébron, tué par une balle de l'IDF pendant une incursion.

Qusay Farah abu-Aisha, 12 ans, du camp de réfugiés d'Askar, tué par une balle de l'IDF pendant qu'il jouait dans la cour de sa maison pendant une incursion.

Fadel Mahmoud abu-Zuheirah, 9 ans, de Beitunia, près de Ramallah, tué chez lui par le tir d'un tank au ventre pendant une incursion.

Rifat Bassam Shehada Awad, 12 ans, d'Awarta, près de Naplouse, tué avec ses deux frères par un véhicule blindé de l'IDF.

Khayri Bassam Shehada Awad, 11 ans, d'Awarta, près de Naplouse, tué avec ses deux frères par un véhicule blindé de l'IDF.

Faraj Hekmat Udwan, 4 ans, d'Awarta, près de Naplouse, tué avec ses deux frères par un véhicule blindé de l'IDF.

Othman Fadel Khaled Masharqah, 7 ans, de Jénine, tué par des éclats d'obus de l'IDF à la tête et aux membres pendant une incursion.

Asad Faysal Ersan Qarini, 10 ans, de Jénine, tué par des balles de l'IDF au pied et à la tête pendant une incursion.

Huda Muhammad Said abu-Shaluf, 12 ans, de Rafah, Gaza, tuée chez elle par des balles de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Fadi Ghassan al-Ajlouni, 8 ans, de Hébron, tué par des tirs de l'IDF.

Abed Khaled Muhammad Ismael, 11 ans, d'Artas, près de Bethléem, tué par des tirs de l'IDF.

Abeer Muhammad Yousef Zakarna, 3 ans, de Qabatiya, près de Jénine, tuée avec son frère et sa mère par des éclats d'obus de l'IDF dans les membres.

Basel Muhammad Yousef Zakarna, 4 ans, de Qabatiya, près de Jénine, tué avec sa soeur et sa mère par des éclats d'obus de l'IDF dans le dos.

Tamer Khaled Mahmoud abu-Siriyye, 10 ans, de Tulkarm, tué par els tirs d'un tank de l'IDF dans la poitrine alors qu'il lançait des pierres.

Salem Sami Salem al-Shaer, 15 ans, de Rafah, Gaza, est mort avec son frère des suites de blessures par balles reçues le 7 mai lors d'une incursion de l'IDF.

Anwar Elian Saleh abu-Said, 12 ans, de Juhor al-Deek, près de Khan Younis, Gaza, tué par des éclats d'obus de l'IDF.

Hussein Eid Hassan al-Matwi, 8 ans, de al-Maghraqa, près de Khan Younis, Gaza, tué près de sa maison par des obus de l'IDF au coeur.

Abdul-Samad Hashem Shamlakh, 10 ans, de Gaza City, tué près de chez lui par des tirs de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Ahmad Yousef Abdul-Aziz al-Ghazawi, 9 ans, de Jénine, tué par les tirs d'un tank.

Fares Hussam Fares al-Sadi, 13 ans, de Jénine, tué par l'IDF quand ils ont fait sauter la maison de son voisin.

Sjoud Ahmad Turki Fahmawi, 6 ans, de Jénine, tué par les tirs d'un tank de l'IDF à la poitrine et au bras gauche pendant une incursion.

Jamil Yousef Abdul-Aziz al-Ghazzawi, 12 ans, de Jénine, est mort des suites de blessures à la jambe et à la cuisse causées le 21 juin par un tank de l'IDF alors qu'il était avec son frère.

Bassam Ghassan Ragheb al-Sadi, 6 ans, du camp de réfugiés de Jénine, tué par des balles de l'IDF dans la poitrine.

Muhammad Shteivi, 12 ans, du camp de réfugiés de Fara, tué par des balles de l'IDF dans la poitrine.

Anwar Muhammad Kamal al-Hindi, 2 ans, de Khan Younis, Gaza, tuée avec sa mère par une balle de l'IDF dans la tête.

Shukri Fayq Abdel-Haj Daoud, 10 ans, de Qalqilya, est morte de blessures à la tête causées par des balles de l'IDF le 27 juin pendant le couvre-feu.

Ahmad Said Abdul-Jawad abu-Radaha, 7 ans, du camp de réfugiés d'Amari, tué par une bombe de l'IDF.

Muhammad Mahmoud al-Huwaiti, 3 ans, de Gaza City, tué avec son frère chez eux dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Subhi Mahmoud al-Huwaiti, 5 ans, de Gaza City, tué avec son frère chez eux dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Ayman Raed Matar, 18 ans, de Gaza City, tué avec son frère, sa soeur et des cousins chez eux dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Dina Raed Matar, 2 ans, de Gaza City, tuée avec son frère et des cousins chez eux dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Muhammad Raed Matar, 4 ans, de Gaza City, tué avec ses frères et soeurs chez eux dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Dunia Rami Matar, 5 ans, de Gaza City, tuée avec ses cousins chez elle dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Ala Muhammad Matar, 11 ans, de Gaza City, tué avec ses cousins chez lui dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Ahmad Muhammad al-Shawa, 5 ans, de Gaza City, tué avec son père chez eux dans une frappe aérienne de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de Salah Shehada.

Asma Tahseen Ahmad Ahmad, 9 ans, de Khan Younis, Gaza, tuée par des éclats d'obus de l'IDF dans le dos alors qu'elle jouait dans la cour devant la maison.

Hamzeh Muhammad Badawi Dweikat, 13 ans, de Balata, tué chez lui par des tirs de l'IDF à la poitrine et au cou pendant le couvre-feu.

Ayman Atiya abu-Mugheiseb, 12 ans, de Deir al-Balah, Gaza, est mort de blessures à la tête suite à des tirs de l'IDF le 7 août dans sa cour.

Ayman Bassam Nadid Fares, 6 ans, de Khan Younis, Gaza, tué par une balle de l'IDF dans la tête dans son champ près de la colonie de Ganeï Tal.

Jihad Musa Muhammad al-Athra, 6 ans, de Yatta, Hébron, écrasée par la voiture d'un colon.

Bahira Borhan Mefleh Daraghma, 7 ans, de Tubas, tuée avec son cousin par un missile de l'IDF pendant une tentative d'assassinat.

Abdul-Salam Fawzi Abdul-Rahman Samreen, 11 ans, de al-Bireh, tué par une balle de l'IDF au ventre pendant le couvre-feu.

Rawan Murad Eisa Hrezian, 3 jours, de Hébron, est mort à un checkpoint de l'IDF.

Rami Kahlil Ibrahim al-Barbari, 12 ans, de Naplouse, tué par les tirs d'un tank de l'IDF à la tête pendant le couvre-feu.

Mahmoud Hamza Ahmad Zaghoul, 11 ans, de Naplouse, tué par des éclats d'obus de l'IDF au coeur.

Thaer Salah al-Hout, 12 ans, du camp de réfugiés de Rafah, tué par les tirs d'un tank de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Shaima Kamal Yousef abu-Shamaleh, 8 ans, de Rafah, Gaza, tuée chez elle par des tirs d'un tank de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Nafez Khaled Mashal, 2 ans, du camp de réfugiés de Rafah, Gaza, tué par une balle de l'IDF à l'abdomen.

Muhammad Rifat abu-Naja, 9 ans, de Rafah, Gaza, est mort des suites des blessures infligées le 17 oct par des tirs de l'IDF.

Hamed Asad Hasan al-Masri, 2 ans, du camp de réfugiés de Rafah, Gaza, tué par des éclats d'obus de l'IDF dans la poitrine.

Jihad Tahseen Darweesh al-Faqih, 8 ans, de Naplouse, tué par une balle de l'IDF dans le coeur pendant une incursion.

Un bébé de Fawaregh, nouveau né, de Masarah, près de Bethléem, est mort à un checkpoint de l'IDF parce que sa mère n'a pas pu passer tout de suite pour aller à l'hôpital de Bethléem.

Un nouveau né de Tel, près de Naplouse, tué par des balles de l'IDF.

Nada Kamal Muhammad Mahdi, 11 ans, de Rafah, Gaza, tuée chez elle par des balles de l'IDF dans la poitrine.

Hanin Saud abu-Sita, 12 ans, de Rafah, Gaza, tuée par des éclats d'obus de l'IDF au pelvis.

Hanin Abdul-Kader Saleh abu-Suleiman, 8 ans, de Khan Younis, Gaza, tuée par des éclats d'obus de l'IDF à la tête.

2003

Abdul-Rahman Samer abu-Bakr, 10 ans, de Naplouse, est mort à un checkpoint de l'IDF parce qu'on l'a empêché d'aller se faire soigner.

Iyad Salim Othman abu-Shaer, 12 ans, de Deir al-Balah, Gaza, est mort des suites de blessures par balles au cou infligées le 24 dec. par l'IDF.

Ali Taleb Ghreiz, 8 ans, du camp de réfugiés de Rafah, Gaza, tué par des éclats d'obus de l'IDF dans la tête.

Mustafa Ibrahim abu-Adwan, 10 ans, de Khan Younis, Gaza, est mort de blessures à la tête reçues le 7 février pendant un bombardement de l'IDF.

Aref Omar Afif Bisharat, 13 ans, de Tammun, près de Tubas, est mort de blessures à la tête infligées par des tirs de l'IDF le 5 février alors qu'il lançait des pierres.

Husni Majdi al-Ghul, 8 ans, de Qalqilya, tué par une balle dans la poitrine tirée par la police des frontières israélienne pendant une incursion.

Abdul-Rahman Mustafa Ali Jadallah, 9 ans, de Khan Younis, Gaza, tué par une balle de l'IDF à la tête pendant un enterrement.

Ilham Ziad Hassan al-Assar, 4 ans, du camp de réfugiés de Nuseirat, Gaza, tué par des tirs de l'IDF au pied et à l'abdomen pendant une incursion.

Christine George Antoine Sada, 10 ans, du camp de réfugiés de Aida, tuée par les forces secrètes de l'IDF par des tirs à la tête et à la poitrine pendant un assassinat ciblé alors qu'elle était dans une voiture avec sa famille.

Anas Jihad al-Kahlout, 12 ans, du camp de réfugiés de Jabalya, Gaza, tué par une balle de l'IDF dans la tête.

Amir Ahmad Muhammad Ayyad, 2 ans, de Gaza City, tué par des tirs de l'IDF à la poitrine et à l'abdomen pendant une incursion.

Elian Saad Elian al-Bashiti, 18 mois, de Khan Younis, Gaza, tué par des éclats d'obus de l'IDF dans la tête.

Tamer Nizar Fathi Arar, 11 ans, de Salfit, tué par une balle dans la tête tirée par un sniper de l'IDF pendant une manifestation.

Afnan Yasser Muhammad Taha, 1 an, du camp de réfugiés de Bureij, Gaza, tuée avec sa mère par un missile envoyé d'un hélicoptère de l'IDF pendant l'assassinat ciblé de son père.

Amal Nimer Salem al-Jarusha, 8 ans, de Gaza City, est morte des blessures infligées par un missile envoyé d'un hélicoptère de l'IDF le 10 juin pendant un assassinat ciblé alors qu'elle jouait dans la cour de chez elle.

Muhammad Sharif Jawdat Kabaha, 3 ans, de Barta al-Sharkiya, près de Jénine, tué par des tirs d'un tank de l'IDF alors qu'elle attendait à un checkpoint dans la voiture de sa famille.

Aya Mahmoud Noman Fayyad, 9 ans, de Khan Younis, Gaza, tuée chez elle par les tirs d'un tank de l'IDF à la poitrine.

Sana Jamil al-Daour, 9 ans, du camp de réfugiés de Jabalya, Gaza, est mort des suites des blessures infligées à la tête et au cou le 29 août par des tirs d'un hélicoptère pendant un assassinat ciblé..

Thaer Monsur Noman al-Sayouri, 9 ans, de Hébron, tué chez lui par les tirs d'un tank de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Muhammad Ayman Yousef Ibrahim, 7 ans, du camp de réfugiés de Tulkarm, tué par des balles de l'IDF à la poitrine pendant un assassinat ciblé.

Ibrahim Ahmad Frej al-Qreinawi, 10 ans, de Rafah, Gaza, tué par des balles de l'IDF à l'abdomen pendant une incursion alors qu'il était dans la cour de sa maison avec sa famille.

Atwa Yousef abu-Muhsen, 8 ans, de Rafah, Gaza, tué par des balles de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Muhammad Ziad Muhammad Baroud, 12 ans, du camp de réfugiés de Nuseirat, Gaza, tués par les tirs d'un hélicoptère de l'IDF pendant un assassinat ciblé.

Muhammad Ismael Elian al-Hamayda, 10 ans, de Deir al-Balah, tué pendant une incursion par des balles de l'IDF à l'abdomen alors qu'il se rendait à la mosquée.

Ahmad Muhanad Nafeh Meri, 11 ans, du camp de réfugiés de Jénine, est morte de blessures à la tête infligées le 8 nov. par l'IDF alors qu'il lançait des pierres à des soldats qui démolissaient une maison de Jénine.

Hani Salem Rabayah, 9 ans, du camp de réfugiés de Rafah, tué par des balles de l'IDF à la tête et au cou.

Muayad Mazen Abdul-Rahman Hamdan, 9 ans, de al-Bireh, tué par des balles de l'IDF à la tête pendant une incursion.

Latifa, un bébé prématuré, de Deir Balut, près de Ramallah, est morte en même temps que sa jumelle à un checkpoint de l'IDF parce que sa mère n'a pas pu aller à temps à l'hôpital.

Moufida, un bébé prématuré, de Deir Balut, près de Ramallah, est morte en même temps que sa jumelle à un checkpoint de l'IDF parce que sa mère n'a pas pu aller à temps à l'hôpital.

* **Alison Weir** est présidente du *Council for the National Interest and Executive Director de If Americans Knew*, organisation à but non lucratif qui fournit des informations sur Israël-Palestine. Elle partage son temps entre Sacramento et Washington DC. On peut la joindre à : contact@ifamericansknew.org.

Liste des enfants palestiniens assassinés : de 2004 à 2010

Alison Weir - Counterpunch

17 mars 2011 –

Counterpunch - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.counterpunch.org/weir031...>

Traduction : Dominique Muselet:

URL Complet de cet article 13297

<http://www.legrandsoir.info/Tuer-des-bebes-est-admissible-s-ils-sont-Palestiniens-CounterPunch.html>

<http://www.legrandsoir.info/Tuer-des-bebes-est-admissible-s-ils-sont-Palestiniens-CounterPunch.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19